

IDÉES/

Les enseignants, hussards noirs de la République ou moutons noirs de la laïcité?



Najat Vallaud-Belkacem, à Lyon, le 1^{er} juin. PHOTO AFP

Jean-Michel Blanquer tente d'instrumentaliser la défense de la laïcité et la transmission des valeurs de la République au profit d'un combat politique, estime l'ex-ministre de l'Education.

Il y a quelques jours seulement, j'étais présente à la cérémonie d'hommage à Samuel Paty, au ministère de l'Education nationale, aux côtés du Premier ministre et de Jean-Michel Blanquer. Ce moment d'unité autour d'une plaque commémorative en l'honneur d'un enseignant assassiné en raison même de son engagement laïque et républicain de professeur s'imposait. Pour la mémoire, mais aussi pour aujourd'hui et pour demain. Il s'agissait, dans mon esprit, d'adresser un message simple et

fort à toute la communauté enseignante de notre pays : vous avez notre reconnaissance, notre confiance, notre soutien. Et cela, par-delà les différences politiques, puisque tous les anciens ministres de l'Education étaient présents, de droite comme de gauche. Dans un moment politique lourd de menaces et de dangers par ailleurs, l'essentiel nous réunissait ce jour-là, autour de l'école et des valeurs de la République. C'est, en effet, mon souhait le plus ardent que nous sachions protéger l'école des

dérives actuelles du débat public, et qu'elle reste cet « asile inviolable où les querelles des hommes ne pénètrent pas », passionnément voulu par Jean Zay.

Mais voici que quelques jours plus tard, Jean-Michel Blanquer vient adresser à ces mêmes enseignants un message fort différent qui tient en trois mots parfaitement incompatibles avec la reconnaissance, la confiance et le soutien que nous leur devons, et que nous leur avons promis : suspicion, défiance et menace. Les voici passés bien vite de hussards noirs de la République à moutons noirs de la laïcité, dans l'esprit et les propos d'un même ministre, le leur.

En les accusant explicitement de ne pas toujours adhérer aux valeurs de la République, de parfois militer contre, ou de ne pas vouloir les transmettre à leurs élèves pour certains, non seulement il manque du respect le plus élémentaire envers tous les professeurs, mais il insulte l'institution scolaire tout en jetant l'opprobre sur son propre ministère. Car quoi ? Ou bien des faits graves sont avérés sur des bases solides, et personne ne comprendrait qu'ils ne soient pas déjà sanctionnés par la justice, ou bien il s'agit d'une dénonciation sans aucun fondement, et, dans ce cas, il est indigne de faire planer une quelconque suspicion, et encore moins une menace morale et disciplinaire, sur l'ensemble d'une profession. Une profession, rappelons-le, qui ne demande rien tant que d'être formée et accompagnée dans la pédagogie de l'enseignement moral et civique, n'ayant pas demandé à ce que celle-ci soit supprimée deux fois par le même Jean-Michel Blanquer, sous Nicolas Sarkozy, puis sous Emmanuel Macron. Stupéfaite et choquée par les propos réitérés du ministre, je dénonce avec la plus grande fermeté un double discours qui tente odieusement d'instrumentaliser la défense de la laïcité et la

transmission des valeurs de la République au profit d'un combat politique qui n'intéresse nullement ni l'école ni la République, encore moins l'éthique des enseignants, mais la seule carrière d'un ministre en mal de reconnaissance et d'avenir. Nul besoin de discuter ici de sa vision de la laïcité, ni des objectifs qu'il cherche à atteindre avec son club politique sur le sujet : c'est son droit le plus strict, et la bataille des idées contre ce qu'il appelle le « wokisme » ou « l'islamogauchisme » tient, tous les jours, le haut du pavé médiatique. Il suffit de rappeler, haut et fort, que l'Education nationale n'est pas son laboratoire personnel d'expérimentation idéologique, et exiger solennellement qu'elle ne le devienne jamais, ni pour lui ni pour personne. La liberté pédagogique est une pierre angulaire de l'école républicaine, elle ne saurait être remise en cause à la faveur d'une pré-campagne présidentielle en mal de repères. Ouvrir ainsi un débat sur la loyauté républicaine des professeurs, dans ce contexte, serait tomber dans le piège qui nous est tendu. Personne n'est dupe du combat qui est mené par le gouvernement contre les sciences sociales et les humanités qui permettent à de nouvelles générations de chercheurs, d'étudiants et de militants associatifs de comprendre les formes de domination à l'œuvre dans nos sociétés, et de lutter contre les discriminations qu'elles engendrent. C'est le combat de la droite identitaire et conservatrice contre la gauche égalitaire et émancipatrice, un débat politique auquel nos principes et nos valeurs démocratiques garantissent à chacun le droit de prendre part, librement. Le ministre, comme les enseignants, mais sans tout mélanger. ♦

Par
NAJAT VALLAUD-BELKACEM Ex-ministre de l'Education nationale

SIGNÉ COGO

